

LE SENAT

ISSN 1240 8417

BULLETIN DES COMMISSIONS

N° 1 – SAMEDI 7 OCTOBRE 1995

SESSION ORDINAIRE 1995-1996



SOMMAIRE

Affaires culturelles	5
Affaires économiques	9
Affaires étrangères	13
Affaires sociales	15
Finances	19
Lois	23
Programme de travail des commissions	25

SERVICE DES COMMISSIONS

SOMMAIRE ANALYTIQUE

	Pages
	—
Affaires culturelles	
• <i>Constitution du Bureau de la commission</i>	5
Affaires économiques	
• <i>Constitution du Bureau de la commission</i>	9
• <i>Nomination de rapporteur</i>	10
• <i>Résolutions européennes - Marchés publics - Coordination des procédures de passation des marchés publics de services, de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (Ppr n° 292 - E.404)</i>	
- Confirmation du délai limite pour le dépôt des amendements	11
Affaires étrangères	
• <i>Constitution du Bureau de la commission</i>	13
• <i>Nomination de rapporteur</i>	14
Affaires sociales	
• <i>Constitution du Bureau de la commission</i>	15
• <i>Programme de travail de la commission</i>	16

	Pages
	—
Finances	
• <i>Constitution du Bureau de la commission</i>	19
Lois	
• <i>Constitution du Bureau de la commission</i>	23
• <i>Programme de travail de la commission</i>	24
• <i>Nomination de rapporteur</i>	24
Programme de travail des commissions pour la semaine du 9 au 14 octobre 1995	25

AFFAIRES CULTURELLES

Jeudi 5 octobre 1995 - Présidence de M. Pierre Jeambrun, président d'âge. - La commission a procédé à la constitution de son bureau. Pour l'élection du **président**, **M. Albert Vecten** a présenté la candidature de **M. Adrien Gouteyron**.

Les résultats du scrutin ont été les suivants :

- nombre de votants : 44
- bulletins blancs ou nuls : 11
- suffrages exprimés : 33
- majorité absolue : 17

A obtenu :

M. Adrien Gouteyron : 33 voix.

M. Adrien Gouteyron a été proclamé élu.

Présidence de M. Adrien Gouteyron, président - Après avoir exprimé ses remerciements à ses collègues et au président d'âge, **M. Adrien Gouteyron, président**, se souvenant qu'il était membre de la commission des affaires culturelles depuis 1978, a rendu hommage aux précédents présidents de la commission et tout particulièrement au président Maurice Schumann. Il a souligné que le rôle que celui-ci avait joué à la présidence de la commission depuis 1986 avait accru le respect qu'inspiraient, à tous les membres de la commission, sa compétence, son prestige et son talent.

La commission a ensuite procédé à l'élection de ses vice-présidents, après une intervention de **M. Ivan Renar**, qui a souhaité, au nom du groupe communiste, républicain et citoyen, que la répartition proportionnelle des postes au sein des bureaux des commissions soit effectuée en prenant en compte l'ensemble des commis-

sions, et qu'il en soit de même pour la répartition des rapports ou avis budgétaires et la désignation des représentants du Sénat au sein des organismes extérieurs au Parlement.

Etaient candidats : MM. Jean-Louis Carrère, Jean Delaneau, Pierre Laffitte et Albert Vecten.

Les résultats du scrutin ont été les suivants :

- nombre de votants : 45
- bulletins blancs ou nuls : 0
- suffrages exprimés : 45
- majorité absolue : 23

Ont obtenu :

M. Pierre Laffitte : 42 voix

M. Albert Vecten : 42 voix

M. Jean Delaneau : 42 voix

M. Jean-Louis Carrère : 32 voix

M. André Maman (qui n'était pas candidat) : 5 voix.

MM. Pierre Laffitte, Albert Vecten, Jean Delaneau et Jean-Louis Carrère ont été proclamés élus.

Puis, la commission a procédé à l'élection de ses **secrétaires.**

Ont été élus, par acclamations :

**MM. André Egu
Alain Dufaut
André Maman
Ivan Renar.**

Le bureau de la commission est donc ainsi constitué :

- **président** : M. Adrien Gouteyron
- **vice-présidents** : MM. Pierre Laffitte
Albert Vecten
Jean Delaneau
Jean-Louis Carrère

- **secrétaires** : MM. André Egu
Alain Dufaut
André Maman
Ivan Renar

Après que le bureau eut été constitué, le **président Adrien Gouteyron** a fait une communication sur l'organisation des prochains travaux de la commission.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN

Jeudi 5 octobre 1995 - Présidence de M. Kléber Malécot, président d'âge. - La commission s'est réunie pour procéder à l'élection de son bureau, à la suite du renouvellement triennal du Sénat du 24 septembre 1995. Avant de procéder à cette élection, **M. Kléber Malécot, président d'âge**, après avoir salué les nouveaux membres de la commission, a tout d'abord fait procéder à l'élection du président de la commission.

M. Jean-François Poncet qui était seul candidat a été élu à l'unanimité des suffrages exprimés (nombre de bulletins : 74 ; bulletins blancs : 16 ; suffrages exprimés : 58).

Présidence de M. Jean François-Poncet, président. - Après avoir remercié ses collègues, **M. Jean François-Poncet, président**, s'est déclaré très sensible au témoignage de confiance qui lui était donné. Il a exprimé une pensée pour les sénateurs de la commission dont le mandat venait de prendre fin ou avaient été appelés vers d'autres commissions et a salué la qualité de leurs travaux. Il a également présenté ses vœux de bienvenue aux nouveaux sénateurs de la commission.

Il a alors été procédé à l'élection des quatre vice-présidents.

Etaient candidats : MM.Gérard Larcher, Jean Huchon, Henri Revol, et Fernand Tardy.

Ont obtenu :

M. Gérard Larcher : 68 voix

Henri Revol : 63 voix

Jean Huchon : 60 voix

Fernand Tardy : 55 voix.

Mme Anne Heinis et M. Michel Souplet, qui n'étaient pas candidats, ont obtenu chacun une voix.

M. Gérard Larcher, Henri Revol, Jean Huchon et Fernand Tardy ont, en conséquence, été proclamés **vice-présidents** de la commission.

Le président a, ensuite, fait procéder à l'**élection des secrétaires** :

MM. Gérard César, Louis Minetti, Louis Moinard, William Chervy et Jean-Paul Emin ont été élus **secrétaires**, à l'unanimité.

Le **bureau** de la commission est donc ainsi constitué :

- **président** : M. Jean François-Poncet ;
- **vice-présidents** : MM. Gérard Larcher, Henri Revol, Jean Huchon et Fernand Tardy ;
- **secrétaires** : MM. Gérard César, Louis Minetti, Louis Moinard, William Chervy et Jean-Paul Emin.

Le président a ensuite rappelé l'activité de la commission en matière d'aménagement du territoire et l'existence d'un groupe de travail sur l'espace rural. Il a ensuite tracé les perspectives de travail de la commission pour les mois à venir.

Enfin, il a précisé à ses collègues que la commission se réunirait le jour même à 14 heures 45, principalement pour **désigner le rapporteur du projet de loi n° 383 (1994-1995) relatif aux transports** que le Sénat devrait examiner en séance publique, dès le mercredi 18 octobre prochain.

Au cours d'une séance tenue l'après midi, sous la présidence de M. Jean François-Poncet, président, la commission a désigné en qualité de rapporteurs du projet de loi n° 383 (1994-1995) relatif aux transports, MM. Jean-François Le Grand et Jacques Rocca Serra, conformément aux orientations retenues par les membres de la commission au cours de la réunion du matin.

La commission a, en outre, confirmé que le **délaimité** pour le dépôt des **amendements** à la proposition de résolution adoptée par la commission sur la proposition d'acte communautaire n° E-404, relative à **la procédure de passation des marchés publics de services**, était fixé au **mardi 10 octobre à 17 heures**.

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DÉFENSE ET FORCES ARMÉES**

Jeudi 5 octobre 1995 - Présidence de M. Hubert Durand-Chastel, président d'âge. La commission a procédé à l'élection du **président** par un scrutin secret, dont les résultats ont été :

Nombre de bulletins	48
Bulletins blancs ou nuls	2
Suffrages exprimés	46
Majorité absolue	24

A obtenu :

M. Xavier de Villepin	46 voix
-----------------------	---------

En conséquence, **M. Xavier de Villepin** a été proclamé élu.

Présidence de M. Xavier de Villepin, président. La commission a ensuite procédé à l'élection de ses **vice-présidents** par scrutin secret et à bulletins plurinominaux. Les résultats ont été :

Nombre de bulletins	47
Suffrages exprimés	47
Majorité absolue	24

Ont obtenu :

MM. Yvon Bourges	44 voix
Guy Penne	39 voix
Jean Clouet	38 voix
François Abadie	37 voix
Jacques Habert, non candidat	2 voix

Mme Bidard-Reydet, MM. Jacques Genton et Jean-Luc Mélenchon, non candidats, : une voix.

En conséquence, **MM. Yvon Bourges, Guy Penne, Jean Clouet et François Abadie** ont été proclamés élus.

La commission a, ensuite, procédé à la nomination de ses **secrétaires** : en application de l'article 13, paragraphe 3 du règlement, **Mme Danielle Bidard-Reydet** a été nommée. Ont ensuite été nommés, par acclamation, **MM. Michel Alloncle, Jacques Genton et Jean-Luc Mélenchon**.

En conséquence, le **bureau** de la commission est ainsi constitué :

- **président** : M. Xavier de Villepin
- **vice-présidents** : MM. Yvon Bourges, Guy Penne, Jean Clouet et François Abadie.
- **secrétaires** : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Michel Alloncle, Jacques Genton et Jean-Luc Mélenchon.

Sur la proposition de son président, la commission a enfin désigné **M. Hubert Durand-Chastel** comme rapporteur sur le **projet de loi n° 610** (1993-1994) autorisant l'approbation de la convention relative au **blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime**, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990.

AFFAIRES SOCIALES

Jeudi 5 octobre 1995 - Présidence de M. Louis Boyer, président d'âge - Après que M. Louis Boyer ait rappelé les dispositions de l'article 13 du règlement du Sénat, la commission a procédé à l'élection de son président.

M. Henri de Raincourt a présenté la candidature de M. Jean-Pierre Fourcade. **M. Charles Metzinger** a alors précisé que le groupe socialiste ne proposait pas de candidat contre M. Jean-Pierre Fourcade qui, tout en défendant des idées différentes des siennes, avait toujours présidé avec impartialité la commission.

L'élection du président a donné lieu à un seul tour de scrutin dont les résultats ont été les suivants :

Nombre de votants : 39

Bulletins blancs : 5

Suffrages exprimés : 34

Majorité absolue : 18

A obtenu :

M. Jean-Pierre Fourcade : 34 voix

M. Jean-Pierre Fourcade, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, a été proclamé élu président.

Présidence de M. Jean-Pierre Fourcade, président - Après avoir remercié ses collègues de la confiance qu'ils lui accordaient, **M. Jean-Pierre Fourcade, président**, a rendu hommage aux dix-neuf commissaires ayant quitté la commission pour une autre ou parce qu'ils n'étaient plus sénateurs, et a salué l'arrivée des nouveaux membres.

La commission a alors complété son bureau.

Elle a désigné à l'unanimité **MM. Jacques Bimbenet, Claude Huriet, Charles Metzinger et Louis Souvet** en qualité de vice-présidents, ainsi que **Mme Michelle Demessine, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard et M. Jacques Machet** en qualité de secrétaires.

Le bureau de la commission est donc ainsi constitué :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade

Vice-Présidents : MM. Jacques Bimbenet
Claude Huriet
Charles Metzinger
Louis Souvet

Secrétaires : Mme Michelle Demessine
M. Charles Descours
Mme Marie-Madeleine Dieulangard
M. Jacques Machet

M. Jean-Pierre Fourcade, président, a indiqué quel pourrait être le **programme de travail de la commission** pour les mois à venir. Avant Noël, la commission devrait examiner le projet de loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, préparer le débat des 14 et 15 novembre sur la protection sociale, présenter en séance publique la proposition de loi de M. Jean Chérioux sur le contrôle des associations faisant appel à la générosité publique, étudier les budgets de la loi de finances dont elle est saisie pour avis et examiner un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social ; ce dernier pourrait notamment contenir des dispositions d'urgence en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le président a également évoqué deux autres projets de loi, l'un sur le redressement financier de la sécurité sociale, l'autre sur la réforme hospitalière, susceptibles d'être inscrits à l'ordre du jour en début d'année prochaine, ce que permet désormais la session unique.

Puis, après avoir constaté une certaine stabilité dans les postes de responsabilité au sein du Sénat, il a dit souhaiter associer davantage que les années précédentes les vice-présidents aux travaux de la commission.

Il a enfin présenté un calendrier plus précis des travaux de la commission pour les deux mois à venir, justifiant sa densité par l'imbrication de l'examen du projet de loi relatif à la dépendance avec la préparation du débat sur la protection sociale et des avis sur le projet de loi de finances.

M. Claude Huriet a souhaité que la commission puisse procéder à l'examen de son rapport sur les thérapies géniques et cellulaires, qui devrait être conclu par la rédaction d'une proposition de loi.

M. Jean-Pierre Fourcade, président, a, dans l'hypothèse où le rapport serait prêt à cette date, proposé de procéder à son examen avant le début de la discussion du projet de loi de finances.

M. Bernard Seillier a souhaité que la commission reçoive communication de deux rapports demandés par le ministre de l'agriculture sur le fonctionnement des caisses de la mutualité sociale agricole et sur la parité du régime agricole avec le régime général.

M. Alain Vasselle a souhaité que la session unique se traduise par une amélioration sensible du travail parlementaire et une meilleure coordination des travaux des commissions avec la séance publique.

M. Charles Metzinger a suggéré l'institution d'une alternance hebdomadaire des travaux de commission et de la séance publique.

FINANCES, CONTROLE BUDGÉTAIRE ET COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION

Judi 5 octobre 1995 - Présidence de M. Maurice Schumann, président d'âge. La commission a procédé à la constitution de son bureau.

La commission a tout d'abord procédé à l'**élection de son président.**

Les résultats du scrutin ont été les suivants :

Nombre de votants : 42

Bulletins blancs ou nuls : 10

Suffrages exprimés : 32

Majorité absolue : 17

A obtenu :

M. Christian Poncelet : 32 voix.

M. Christian Poncelet ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés a été proclamé élu.

Présidence de M. Christian Poncelet, président - Après avoir exprimé ses remerciements à ses collègues et au président d'âge, **M. Christian Poncelet, président**, a ensuite fait procéder à l'**élection du rapporteur général.**

Etaient candidats : MM. Alain Lambert et Paul Lorient.

Les résultats du scrutin ont été les suivants :

Nombre de votants : 42

Bulletins blancs ou nuls : 11

Suffrages exprimés : 31

Majorité absolue : 16

Ont obtenu :

M. Alain Lambert : 29 voix

M. Paul Loridant : 2 voix.

M. Alain Lambert ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés a été proclamé élu.

Puis la commission a procédé à l'**élection** de ses **quatre vice-présidents**.

Etaient candidats : MM. Jean Cluzel, Henri Collard, Roland du Luart, Jean-Pierre Masseret.

Les résultats du scrutin ont été les suivants :

Nombre de votants : 43

Bulletins blancs ou nuls : 1

Suffrages exprimés : 42

Majorité absolue : 22

Ont obtenu :

M. Jean Cluzel : 41

M. Henri Collard : 41

M. Roland du Luart : 38

M. Jean-Pierre Masseret : 36

M. Paul Loridant : 2

En conséquence, **MM. Jean Cluzel, Henri Collard, Roland du Luart et Jean-Pierre Masseret** ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés ont été élus.

La commission a enfin procédé à l'élection de ses **secrétaires**.

Ont été élus par acclamation :

Mme Marie-Claude Beaudeau

M. Emmanuel Hamel

M. René Régnauld

M. François Trucy

En conséquence, le bureau de la commission est ainsi constitué :

- **Président** : M. Christian Poncelet

- **Vice-présidents** : M. Jean Cluzel

M. Henri Collard

M. Roland du Luart

M. Jean-Pierre Masseret

- **Secrétaires** : Mme Marie-Claude Beaudeau

M. Emmanuel Hamel

M. René Régnauld

M. François Trucy

- **Rapporteur Général** : M. Alain Lambert

**LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LEGISLATION,
DU SUFFRAGE UNIVERSEL, DU REGLEMENT
ET D'ADMINISTRATION GENERALE**

Jeudi 5 octobre 1995 - Présidence de M. Charles de Cuttoli, président d'âge. La commission a procédé à l'élection de son bureau. Pour la présidence de la commission, étaient candidats MM. Jacques Larché et Michel Dreyfus-Schmidt.

Les résultats ont été les suivants :

Nombre de votants : 38

Suffrages exprimés : 38

Majorité absolue : 20

Ont obtenu :

- M. Jacques Larché : 29 voix

En conséquence, **M. Jacques Larché** a été proclamé élu.

Présidence de M. Jacques Larché, président - Après avoir remercié la commission de lui avoir renouvelé sa confiance, le président a salué les nouveaux membres de la commission.

Il a ensuite fait procéder à l'élection de quatre vice-présidents.

MM. René-Georges Laurin, Germain Authié, Pierre Fauchon et François Giacobbi ont été élus par acclamation.

La commission a ensuite procédé à l'élection de ses quatre secrétaires.

En application de l'article 13-3 du Règlement, **M. Robert Pagès** a été nommé secrétaire. Pour la nomination des trois autres postes de secrétaire, ont été élus

par acclamation : **MM. Michel Rufin, Jacques Mahéas, Jean-Jacques Hyest.**

Le bureau de la commission est ainsi constitué :

Président : M. Jacques Larché

Vice-présidents : MM. René-Georges Laurin

Germain Authié

Pierre Fauchon

François Giacobbi

Secrétaires : MM. Robert Pagès

Michel Rufin

Jacques Mahéas

Jean-Jacques Hyest

A la suite d'un échange de vues concernant les incidences de la session de neuf mois sur le travail parlementaire et la révision du règlement du Sénat, le **Président Jacques Larché** a évoqué les grandes lignes du programme des travaux de la commission : il a notamment exprimé le souhait que la proposition de loi reprenant les conclusions du rapport présenté par M. Pierre Fauchon au nom du groupe de travail de la commission sur la responsabilité pénale des élus locaux soit examinée lors de la première séance mensuelle consacrée à l'ordre du jour déterminé souverainement par le Sénat en application du dernier alinéa de l'article 48 de la Constitution.

Enfin, la commission a désigné, en remplacement de M. Guy Cabanel, **M. Paul Girod** comme **rapporteur du projet de loi n° 611 (1993-1994)**, portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au **blanchiment, au dépitage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime** et tendant à améliorer la lutte contre le **trafic de stupéfiants**.

**PROGRAMME DE TRAVAIL DES COMMISSIONS,
POUR LA SEMAINE DU 9 AU 14 OCTOBRE 1995**

Commission des Affaires Culturelles

Jeudi 12 octobre 1995

à 10 heures 30

Salle n° 245

- Nomination des rapporteurs pour avis sur le projet de loi de finances pour 1996 (chargés de participer, avec voix consultative, aux travaux de la commission des finances pendant l'examen des crédits budgétaires, en application de l'article 18, alinéa 4 du Règlement).

- Communication du Président sur le contrôle de l'application des lois au 15 septembre 1995.

Commission des Affaires économiques et du Plan

Mercredi 11 octobre 1995

à 10 heures

Salle n° 263

- Examen des amendements aux conclusions de la commission sur la proposition de résolution n° 292 (1994-1995) de MM. Henri Revol et Robert Laucournet sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de

services, la directive 93/36/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures et la directive 93/37/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (n° E-404) (rapport n° 355 (1994-1995) de M. Henri Revol).

Délai limite fixé pour le dépôt, auprès du secrétariat de la commission, des amendements à la proposition de résolution adoptée par la commission :
Mardi 10 octobre 1995 à 17 heures

- Adoption de la Résolution de la commission sur ces propositions de directives.

- Examen du rapport de MM. Jean-François Le Grand et Jacques Rocca Serra sur le projet de loi n° 383 (1994-1995) relatif aux transports.

- Nomination des rapporteurs pour avis sur le projet de loi de finances pour 1996.

- Nomination de rapporteurs sur les textes suivants :

. projet de loi n° 394 (1994-1995) relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer ;

. projet de loi n° 9 (1994-1995) complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications ;

- proposition de loi n° 360 (1994-1995) de M. Edouard Le Jeune visant à améliorer l'indemnisation des personnes physiques et morales ainsi que des collectivités territoriales victimes des inondations ;

- proposition de loi n° 362 (1994-1995) de M. Roger Besse et plusieurs de ses collègues, visant à modifier l'article L.151-10 du code des communes relatif aux biens de section ;

- proposition de résolution n° 400 (1994-1995) de M. Pierre Lagourgue sur la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 3282/94 du Conseil du 19 décembre 1994 prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90, (CEE) n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en développement (n° E-449) ;

- Examen d'une demande de saisine pour avis, et, éventuellement, nomination d'un rapporteur pour avis sur la proposition de loi n° 388 (1994-1995) de M. Bernard Barbier et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification, afin d'instituer un office parlementaire pour la prospective économique.

- Désignation de candidats proposés à la nomination du Sénat pour représenter celui-ci au sein des organismes extraparlimentaires suivants :

- . Conseil national des Transports (un candidat),

- . Conseil national de l'Information statistique (un candidat),

- . Commission supérieure du Service public, des Postes et Télécommunications (deux candidats).

- Communication de M. le Président sur le contrôle de l'application des lois au 15 septembre 1995.

Jeudi 12 octobre 1995

à 9 heures

Salle Médicis

- Audition de M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur le projet de loi de finances pour 1996 (*Audition organisée conjointement avec la commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation, et la commission des Affaires sociales*).

Eventuellement, jeudi 12 octobre 1995,

à l'issue de la discussion générale sur la Résolution adoptée par la commission sur les propositions de directives susmentionnées

Salle n° 263

- Examen des amendements éventuels sur cette Résolution (M. Henri Revol, rapporteur) (Sous réserve de son adoption par la Commission des Affaires économiques et du Plan).

Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mercredi 11 octobre 1995

à 10 heures

Salle n° 216

- Désignation de rapporteurs sur les projets de loi, en cours d'examen par l'Assemblée nationale :

. n° 1728 (AN 10e législature) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République fran-

çaise et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan, sur la liberté de circulation,

. n° 2016 (AN 10e législature) autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Ouzbékistan,

. n° 1796 (AN 10e législature) autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté le 25 novembre 1992 à Copenhague,

. n° 1909 (AN 10e législature) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements,

. n° 1914 (AN 10e législature) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements,

. n° 2015 (AN 10e législature) autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et le Turkménistan,

. n° 1915 (AN 10e législature) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Kirghizistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements,

. n° 2067 (AN 10e législature) autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République du Kirghizistan,

. n° 1727 (AN 10e législature) autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes,

. n° 1979 (AN 10e législature) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République

française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble un échange de lettres),

. n° 1890 (AN 10e législature) autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes).

- Désignation des rapporteurs pour avis sur le projet de loi de finances pour 1996.

- Communication du président sur le contrôle de l'application des lois.

- Examen du rapport de M. Hubert Durand-Chastel sur le projet de loi n° 610 (1993-1994) autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépitage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990.

- Examen du rapport de M. Gérard Gaud, sur le projet de loi n° 373 (1994-1995) autorisant la ratification du protocole n° 11 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la convention (ensemble une annexe).

- Examen du rapport de M. Serge Vinçon, sur le projet de loi n° 325 (1994-1995) autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (ensemble une annexe).

Commission des Affaires sociales

Jeudi 12 octobre 1995

à 9 heures

Salle Médicis

- Audition de M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur les crédits de son département ministériel pour 1996 (*Audition organisée conjointement avec la commission des affaires économiques et du plan et la commission des finances*).

**Commission des Finances, du Contrôle budgétaire
et des Comptes économiques de la Nation**

Mercredi 11 octobre 1995

à 9 heures 30

Salle de la Commission

- Nomination des rapporteurs spéciaux.

- Nomination de rapporteurs sur les projets de loi suivants :

. n° 3 (1995-1996), adopté par l'Assemblée nationale relatif à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs ;

. n° 107 (1994-1995), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun ;

. n° 108 (1994-1995), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur les successions et sur les donations ;

. n° 407 (1994-1995), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) ;

. n° 408 (1994-1995), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 31 août 1994, et un échange de lettres complétant l'article 29 de ladite convention, signé à Washington les 19 et 20 décembre 1994.

- Demande de saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis sur la proposition de loi n° 389 (1994-1995), adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques.

- Demande de saisine pour avis sur le projet de loi n° 2 (1995-1996) instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes.

- Désignation de deux candidats pour représenter le Sénat au sein de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

- Communication du Président sur le contrôle de l'application des lois au 15 septembre 1995.

Jeudi 12 octobre 1995

à 9 heures

Salle Médecis

- Audition de M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, sur les crédits de son département ministériel pour 1996 (*Audition organisée conjointement avec la commission des affaires économiques et du plan et la commission des affaires sociales*).

Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale

Mercredi 11 octobre 1995

à 9 heures

Salle n° 207

- Echange de vues sur une éventuelle demande de saisine pour avis sur le projet de loi n° 2 (1995-1996) instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes et, le cas échéant, nomination d'un rapporteur.

- Communication du Président sur le contrôle semestriel de l'application des lois.

- Nomination de rapporteurs pour les textes suivants :

. proposition de loi constitutionnelle n° 367 (1994-1995), présentée par M. Jacques Oudin, tendant à renforcer le contrôle du Parlement sur les comptes des régimes obligatoires de sécurité sociale, ainsi que sur les concours de l'Etat à leur financement ;

. proposition de loi n° 296 (1994-1995), présentée par M. Jacques Machet, visant à simplifier le mode d'élection des conseils municipaux et des conseils généraux ;

. proposition de loi n° 364 (1994-1995), présentée par Mme Hélène Luc, relative à l'exercice des mandats locaux et aux moyens financiers des collectivités locales ;

. proposition de loi n° 366 (1994-1995), présentée par M. Martial Taugourdeau, relative au transfert aux départements d'une partie des services déconcentrés du ministère de l'équipement ;

. proposition de loi n° 378 (1994-1995), présentée par M. Michel Dreyfus-Schmidt, autorisant un accès direct à leur dossier des personnes mises en examen ;

. proposition de loi n° 255 (1994-1995), présentée par M. Claude Huriet, relative à la protection pénale des exécutifs locaux à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions ;

. proposition de loi n° 361 (1994-1995), présentée par M. Hubert Haenel, visant à étendre aux districts les règles applicables à la responsabilité des syndicats de communes pour les accidents survenus aux membres de leur comité et à leur président, en complétant l'article L. 164-5 du code des communes ;

. proposition de loi n° 406 (1994-1995), présentée par M. Jacques Larché, Jean-Paul Delevoye, Pierre Fauchon, André Bohl, Philippe de Bourgoing, Yann Gaillard et Michel Rufin, relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions.

- Désignation d'un candidat appelé à représenter le Sénat au sein du Conseil national de la montagne (en remplacement de M. Raymond Bouvier).

- Examen des rapports sur les textes suivants :

. projet de loi n° 611 (1993-1994), portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants (rapporteur : M. Paul Girod) ;

. projet de loi n° 29 (1994-1995), relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (rapporteur : M. Jean-Marie Girault) ;

. projet de loi n° 226 (1994-1995) relatif à la partie législative du code général des collectivités territoriales (rapporteur : M. Michel Rufin).